



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.3/49/L.13  
3 novembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-neuvième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 98 de l'ordre du jour

### CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES

Bahamas, Cuba, États-Unis d'Amérique, Mexique et Venezuela :  
projet de résolution

Action internationale contre la production illicite  
et le trafic des drogues et la toxicomanie

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 47/97 du 16 décembre 1992, 48/12 du 28 octobre 1993 et 48/112 du 20 décembre 1993,

Profondément alarmée par l'ampleur croissante de l'usage abusif, de la production illicite et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, qui menacent la santé et le bien-être de millions de personnes, en particulier des jeunes, dans tous les pays du monde,

Constatant avec une vive préoccupation que la demande, la production et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes présentent un danger toujours aussi grave pour les systèmes socio-économiques et politiques et, de plus en plus souvent, pour la stabilité, la sécurité et la souveraineté nationales,

Profondément inquiète devant les violences et le pouvoir économique qu'exercent de plus en plus les organisations criminelles et les groupes terroristes producteurs, trafiquants et fournisseurs de drogues, de précurseurs et produits chimiques de base et d'armes, qui parfois se mettent ainsi à l'abri de la justice tandis qu'ils sèment la corruption dans les institutions et compromettent la stabilité de nombreuses sociétés dans le monde,

Se rendant pleinement compte que les États, les organismes des Nations Unies intéressés et les banques multilatérales de développement doivent conférer une plus haute priorité à la lutte contre ce fléau, qui compromet le développement, la stabilité économique et politique et les institutions démocratiques, entraîne pour les gouvernements qui le combattent une charge économique de plus en plus lourde et cause la mort irréparable d'êtres humains,

Réaffirmant que les traités existants, la Déclaration<sup>1</sup> et le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues<sup>2</sup>, la Déclaration politique et le Programme d'action mondial<sup>3</sup>, la Déclaration adoptée par le Sommet ministériel mondial sur la réduction de la demande de drogues et la lutte contre la cocaïne<sup>4</sup> et le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues offrent un cadre général pour la coopération internationale dans la lutte contre la drogue, et soulignant la nécessité d'efforts persistants dans l'application de ces instruments,

Prenant acte des efforts faits par les pays qui produisent des stupéfiants à des fins scientifiques, médicales et thérapeutiques pour empêcher que ces substances ne soient détournées vers les marchés illicites et pour que la production ne dépasse pas la demande légalement autorisée,

Constatant qu'il existe dans certaines circonstances un lien entre la pauvreté et l'accroissement de la production illicite et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes et qu'il faut prendre des mesures appropriées pour aider au développement économique des pays qui sont concernés par le commerce illicite de la drogue, notamment intensifier la coopération internationale pour soutenir des activités de substitution qui permettent aux régions associées à la drogue d'assurer leur développement,

Soulignant la nécessité d'étudier les itinéraires du trafic des drogues, qui changent constamment et traversent de plus en plus de pays et de régions partout dans le monde,

Mettant en relief le rôle de la Commission des stupéfiants, principal organe directeur des Nations Unies pour les questions ayant trait à la lutte contre la drogue,

Réaffirmant l'importance du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues en tant que principal coordonnateur de l'action concertée contre la drogue, et le félicitant de la manière dont il s'est acquitté des fonctions qui lui ont été confiées,

Considérant, devant l'ampleur de la menace que représente la drogue, qu'il est essentiel de renouveler les stratégies, les approches et les objectifs et d'intensifier la coopération internationale afin de pouvoir prendre des mesures

---

<sup>1</sup> Voir le Rapport de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, Vienne, 17-26 juin 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.I.18), chap. I, sect. A.

<sup>2</sup> Ibid., sect. B.

<sup>3</sup> Résolution S-17/2, annexe.

<sup>4</sup> A/45/262, annexe.

plus efficaces face aux opérations illégales de ceux qui se livrent à l'échelle internationale au trafic des drogues, de précurseurs et produits chimiques de base et d'armes,

## I

### Respect des principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international dans la lutte contre la toxicomanie et le trafic des drogues

1. Réaffirme que la lutte contre la toxicomanie et le trafic des drogues ne saurait en aucun cas justifier des atteintes aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et le non-recours à l'emploi ou à la menace de la force dans les relations internationales;

2. Engage tous les États à redoubler d'efforts pour promouvoir une véritable coopération dans la lutte contre la toxicomanie et le trafic des drogues, afin de contribuer à l'instauration d'un climat propice à la réalisation de l'objectif visé, en observant les principes de l'égalité des droits et du respect mutuel;

## II

### Action internationale contre la toxicomanie et le trafic des drogues

1. Réaffirme sa volonté d'intensifier encore la coopération internationale et de renforcer sensiblement la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, en respectant le principe de la responsabilité commune et en tenant compte de l'expérience acquise;

2. Prie instamment tous les États d'accepter, en les ratifiant ou en y adhérant, la Convention unique sur les stupéfiants de 1961<sup>5</sup>, telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>6</sup>, la Convention sur les substances psychotropes de 1971<sup>7</sup> et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>8</sup> et d'en appliquer intégralement toutes les dispositions;

---

<sup>5</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 520, No 7515.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 976, No 14152.

<sup>7</sup> Ibid., vol. 1019, No 15956.

<sup>8</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.XI.6.

3. Invite tous les États à adopter une législation et une réglementation internes appropriées, à renforcer leur système judiciaire et à prendre des mesures effectives contre la drogue, conformément à ces instruments internationaux, en coopérant avec les autres États;

4. Prie le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues à continuer d'apporter aux États Membres qui le demandent son concours dans le domaine juridique, en les aidant à adapter leur législation, leur politique et leurs infrastructures de façon à appliquer les traités internationaux de lutte contre la drogue, et à former le personnel appelé à veiller à l'application des nouvelles lois;

5. Approuve l'axe régional, sous-régional et national des stratégies contre la drogue, en particulier la méthode du plan directeur, et engage vivement le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues à continuer de compléter les actions ainsi définies par des stratégies interrégionales efficaces;

6. Encourage tous les pays à prendre des mesures pour empêcher le commerce illégal des armes, qui permet aux trafiquants de drogues de se procurer un tel matériel;

7. Reconnaît qu'il existe un rapport entre, d'une part, la production, la demande et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et, d'autre part, les conditions économiques et sociales dans les pays concernés, et que les problèmes sont multiples et différents dans chacun de ces pays;

8. Demande instamment à la communauté internationale d'apporter un surcroît de soutien économique et technique aux gouvernements qui le demandent pour pouvoir réaliser à des fins de développement des programmes de substitution qui soient pleinement adaptés aux traditions culturelles locales;

9. Note que les membres de la Commission des stupéfiants ont vivement approuvé les initiatives qu'a prises le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues afin d'engager avec les banques multilatérales de développement un dialogue qui pourrait peut-être amener ces organismes à faire figurer des mesures contre la drogue parmi les composantes de leurs accords de prêts ou de programmes avec les pays concernés ou intéressés, et prie le Directeur exécutif du Programme d'informer la Commission des stupéfiants des résultats obtenus à cet égard;

10. Souligne la nécessité d'une action efficace pour empêcher que les précurseurs et produits chimiques de base et les matériels et équipements ordinairement utilisés pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ne soient détournés à des fins illicites;

11. Invite le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues à continuer d'aider les États Membres qui le demandent à établir à l'échelon interne des laboratoires spécialisés dans la détection de la drogue ou à renforcer ceux dont ils se sont déjà dotés;

12. Encourage le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues à poursuivre ses travaux de laboratoire afin de mettre au point des méthodes qui permettent de supprimer sans danger pour l'environnement les cultures illicites qui servent à la fabrication des stupéfiants, afin d'appuyer les actions nationales de lutte contre la drogue, et à promouvoir des normes internationales de qualité auxquelles devraient répondre ces méthodes, et le prie d'informer la Commission des stupéfiants à sa trente-huitième session de ce qui aura pu être accompli à cet égard;

13. Exhorte les États à redoubler d'efforts pour éradiquer les cultures illicites qui servent à la fabrication de stupéfiants, en mettant pleinement à profit les travaux que fait et fera le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues pour trouver des méthodes permettant de supprimer ces cultures sans risques pour l'environnement;

14. Félicite l'Organe international de contrôle des stupéfiants de l'utile travail de contrôle de la production et de la distribution des stupéfiants et des substances psychotropes qu'il accomplit en vue d'en limiter l'utilisation à des fins médicales et scientifiques, et le prie instamment d'accroître ses efforts en vue de s'acquitter du mandat que lui confère l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, en ce qui concerne la surveillance des mouvements des précurseurs et des produits chimiques de base;

15. Recommande à la Commission des stupéfiants d'examiner, au titre d'un point de l'ordre du jour existant, à sa trente-huitième session, les rapports du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues intitulés "Conséquences sociales et économiques de l'abus et du contrôle des drogues" et "Drogues et développement" présentés au Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social.

16. Se félicite de la décision prise par la Commission des stupéfiants à sa trente-septième session de demander au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, agissant en coopération avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants et avec le concours d'un groupe consultatif intergouvernemental spécial, d'entreprendre l'analyse des questions visées au paragraphe 9 et aux alinéas a), b), c), e), i), et j) du paragraphe 10 de la résolution 48/12 de l'Assemblée générale, ainsi que de la possibilité d'utiliser d'autres mécanismes de financement des activités de lutte contre la drogue<sup>9</sup>;

17. Se félicite également de la décision de la Commission des stupéfiants d'examiner, à sa trente-huitième session, les questions visées aux alinéas d), f), g), et h) du paragraphe 10 de sa résolution 48/12<sup>9</sup>;

---

<sup>9</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, Supplément No 10 (E/1994/30), chap. XI, résolution 3 (XXXVII).

18. Prend note avec satisfaction de la décision de la Commission des stupéfiants d'inscrire à l'ordre du jour de sa trente-huitième session un point relatif à la réduction de la demande illicite de drogues, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 10 de la résolution 48/12;

19. Invite le Conseil économique et social, lorsqu'il examinera la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes lors de son débat de haut niveau de 1995, d'accorder une attention spéciale au rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa trente-huitième session, et en particulier sur les résultats des délibérations concernant l'application des paragraphes 9 et 10 de la résolution 48/12;

20. Prie le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues d'analyser, dans son rapport sur le trafic illicite des drogues, les tendances mondiales du trafic et du transit illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, notamment les méthodes et les routes utilisées, et de recommander les moyens d'améliorer la capacité des États situés le long de ces routes d'aborder tous les aspects du problème des drogues;

### III

#### Programme d'action mondial

1. Réaffirme l'importance du Programme d'action mondial comme cadre de l'action menée aux échelons national, régional et international pour lutter contre la production, la demande et le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;

2. Invite les États à donner suite aux mandats et recommandations du programme d'action mondial, en vue de le traduire en mesures concrètes de lutte contre l'abus des drogues aux échelons national, régional et international;

3. Invite également les organes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées, les institutions financières internationales, et autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées à coopérer avec les États et à soutenir les efforts qu'ils déploient pour promouvoir et appliquer le Programme d'action mondial;

4. Se félicite des efforts déployés par la Commission des stupéfiants et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues pour faciliter l'établissement de rapports par les gouvernements touchant la mise en oeuvre du Programme mondial d'action et les encourage à poursuivre ces efforts, de façon à accroître le nombre de gouvernements qui répondent;

5. Prend acte des efforts déployés par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et d'autres organes des Nations Unies pour obtenir des données fiables sur l'abus et le trafic illicite des drogues, y compris la mise en place d'un système international d'évaluation de l'abus des drogues, et invite instamment les États Membres à présenter des rapports en plus grand nombre et en temps voulu;

6. Invite le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues à envisager de mettre en place un mécanisme d'aide aux États qui en feraient la demande dans les efforts qu'ils déploient en vue d'établir des mécanismes nationaux de collecte de données, et à solliciter des contributions volontaires à cette fin;

#### IV

#### Application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues : action menée par les organismes du système des Nations Unies

1. Appuie le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, instrument essentiel de la coordination et du renforcement des activités de lutte contre l'abus des drogues dans tout le système des Nations Unies, et demande qu'il soit mis à jour et révisé tous les deux ans en vue de poursuivre les efforts visant à en améliorer la présentation et l'utilité en tant qu'instrument stratégique de l'Organisation des Nations Unies sur le problème des drogues;

2. Réaffirme que le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues a pour rôle de coordonner et d'orienter efficacement toutes les activités de lutte contre la drogue de l'Organisation des Nations Unies, de façon à assurer la cohésion des actions entreprises dans le cadre du Programme, ainsi que la coordination et la complémentarité de ces activités dans tout le système des Nations Unies, en évitant les doubles emplois;

3. Fait siennes les conclusions convenues adoptées au cours du débat que le Conseil économique et social a consacré en 1994 aux questions de coordination, concernant la coordination par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues des politiques et activités du système des Nations Unies en matière de contrôle des drogues, y compris les institutions financières internationales;

4. Invite les organes directeurs des organismes des Nations Unies associés au Plan d'action à l'échelle du système pour la lutte contre l'abus des drogues à contribuer à assurer le suivi efficace du Plan en inscrivant à leur ordre du jour une question relative au contrôle des drogues en vue d'évaluer les activités entreprises pour mettre en oeuvre le Plan et d'examiner la manière dont le problème de la drogue est pris en compte dans les programmes pertinents;

5. Invite les États Membres à informer le Conseil économique et social, à sa session de haut niveau de 1995, des efforts qu'ils déploient à l'échelon national pour engager le système des Nations Unies et les banques de développement multilatéral à prendre en compte le problème de la drogue;

V

Programme des Nations Unies pour le contrôle international  
des drogues

1. Se félicite des efforts déployés par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues pour s'acquitter de ses tâches dans le cadre des traités internationaux de lutte contre la drogue, du Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues, du Programme d'action mondial et des documents consensuels y relatifs;

2. Insiste auprès de tous les gouvernements pour qu'ils apportent un appui financier et politique aussi large que possible au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, en particulier en augmentant leurs contributions volontaires au Programme, afin de lui permettre d'élargir et de renforcer ses activités opérationnelles et de coopération technique;

3. Se félicite des travaux que la Commission des stupéfiants a consacrés, à la reprise de sa trente-sixième session, au budget-programme du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, conformément au mandat énoncé au paragraphe 2 de la section XVI de la résolution 46/185 C de l'Assemblée générale du 20 décembre 1991;

4. Note avec satisfaction les efforts déployés par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues pour se conformer au mode de présentation et d'établissement approuvé pour le budget-programme du Fonds, conformément aux résolutions pertinentes de la Commission des stupéfiants et de l'Assemblée générale ainsi que les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et encourage le Directeur exécutif à poursuivre ses efforts pour améliorer le mode de présentation et la transparence du budget;

5. Souligne l'importance des réunions des chefs des services nationaux de répression, et les encourage à examiner les moyens d'en améliorer le fonctionnement et d'en renforcer les effets de manière à accroître la coopération dans la lutte contre les drogues à l'échelon régional;

VI

1. Prend acte des rapports du Secrétaire général présentés au titre de la question intitulée "Contrôle international des drogues"<sup>10</sup>;

2. Prie le Secrétaire général :

a) D'inclure, dans son intervention au cours du débat de haut niveau de la session de 1995 du Conseil économique et social, une évaluation des progrès accomplis par les États Membres, le Programme des Nations Unies pour le contrôle

---

<sup>10</sup> A/49/139, A/49/317, A/49/345 et A/49/369.



international des drogues et le système des Nations Unies dans la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies contre l'abus des drogues, 1991-2000, dans le cadre du thème "Réponse mondiale à un défi mondial";

b) De présenter un rapport à l'Assemblée générale, à sa cinquante et unième session, sur l'application de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et d'y inclure des recommandations et stratégies pour en améliorer la mise en oeuvre;

c) De fournir, dans son rapport annuel sur l'application du Programme d'action mondial, des renseignements sur les principales difficultés qui font obstacle à la mise en oeuvre du Programme et à l'établissement de rapports par les États Membres, et de faire des recommandations à ce sujet.

-----